

Jean-François Martin

Article paru dans l'Espoir du Monde n° 190 (mai 2024) et, raccourci, dans 24 Heures (lettre de lecteur, 30.01.2024)

Qui doit sauver le libéralisme ?

Les temps sont durs ! On ne peut pas préserver le pouvoir d'achat; les coûts de la santé explosent; il faut financer la transition écologique, l'augmentation du nombre des retraités et des jeunes en formation ainsi que le réarmement.

Il faudrait que ceux qui subissent au quotidien de grosses difficultés économiques comprennent

- qu'on ne peut pas verser à tout le monde des salaires et des rentes permettant de vivre sans aides sociales et qu'on ne peut pas compenser complètement le renchérissement;
- qu'il faut cesser d'être trop généreux dans l'assurance maladie et les aides sociales;
- que les *baby-boomers* sont trop nombreux, qu'ils ont trop pollué et pas travaillé assez longtemps pour mériter l'âge et les prestations de retraite qu'on leur a fait miroiter pendant leur carrière;
- que la classe moyenne doit la détérioration de sa situation aux profiteurs des aides sociales et pas à ceux de la haute finance et de l'économie sans garde-fous;
- qu'on ne peut pas augmenter l'impôt en raison de la concurrence fiscale et qu'on doit même le baisser autant que possible, ce qui profite essentiellement aux gros contribuables;
- que les chrétiens fortunés doivent remercier Dieu de les avoir récompensés mais n'ont pas l'obligation de concrétiser l'amour du prochain;
- que les Eglises peuvent bien «faire du social» mais doivent s'abstenir de dénoncer les injustices;
- qu'il faut défendre les «valeurs chrétiennes de l'Occident» sauf lorsqu'elles impliquent la justice sociale et la solidarité.

Le libéralisme économique peine de plus en plus à faire croire qu'il garantit le progrès social. Mais comme il faut ménager ceux qui en profitent le plus, c'est bien à ceux qui en profitent le moins de se serrer la ceinture pour le sauver ! Comme le chantait Michel Bühler : «C'est toujours les petits qui se mouillent quand viennent l'automne et la pluie. C'est toujours les petits qui se mouillent. Les gros sont bien à l'abri, pardi !»

Au début de cette année, une curieuse brèche s'est ouverte dans cette logique: pour les adversaires de la 13^e rente AVS, c'est notamment parce qu'elle aurait profité aux plus privilégiés qu'elle ne devait pas être versée aux moins privilégiés ! Je ne suis pas sûr que cela annonce un sursaut d'éthique dans la réflexion économique...

Jean-François Martin
Secrétaire des Chrétiens de gauche romands